

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité administrative  
Rue Pierre Bonnard  
CS 87564  
64000 Pau

Pau, le 12/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOPEXY SA**

19 avenue Bagnell  
64110 Jurançon

Références : DREAL/2026D/1900  
Code AIOT : 0005202596

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement SOPEXY SA implanté 19, avenue Bagnell 64110 Jurançon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPEXY SA

- 19, avenue Bagnell 64110 Jurançon
- Code AIOT : 0005202596
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SOPEXY est spécialisée dans l'application de peinture en poudre et l'installation est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 94/IC/217 du 18 novembre 1994.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La principale action corrective attendue concerne l'état des matières stockées que l'exploitant doit formaliser dans un délai d'un mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité du dégraissant phosphatant (référence H9V0-H0F5-100R-HRJG) et de l'une des peintures en poudre (référence SGJ20G D1036 RAL3020 GLOSS) utilisés pour le traitement des pièces métalliques.  L'inspection a interrogé l'un des opérateurs habilités pour la manipulation du dégraissant phosphatant (cf. partie confidentielle) et celui-ci a été en mesure d'identifier la personne ressource pouvant lui transmettre la fiche de données de sécurité correspondante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
<b>Constats :</b>  Les contrôles ont porté sur le dégraissant phosphatant. Conformément à la rubrique 7 de sa fiche de données de sécurité, celui-ci est stocké dans un récipient bien fermé (GRV sur rétention), dans un endroit sec et bien ventilé. Un extincteur à eau pulvérisée, moyen d'extinction approprié d'après la rubrique 5, est accessible à proximité immédiate du stockage. L'exploitant a indiqué qu'il allait par ailleurs adapter ses procédures en cas de dispersion accidentelles en cohérence

avec celles indiquées dans la rubrique 6 (neutralisation avec un décontaminant basique, recueil avec un matériau absorbant inerte et non combustible...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage de dégraissant phosphatant, un GRV de 1000 litres, est placé sur rétention. L'exploitant a indiqué que la capacité de cette dernière était de 1200 litres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de rétention sont [...] réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la rétention du GRV de dégraissant phosphatant n'était pas associée au stockage d'autres produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été en mesure d'indiquer les quantités approximatives de matières stockées : dégraissant phosphatant, peintures en poudre, emballages des produits à traiter ou à traiter et en attente d'expédition... Il n'existe cependant pas d'état formalisé des matières stockées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant formalise un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois